



Comité des Usagers de l'Hôpital de Douarnenez

Communiqué

« Enquête citoyenne » ou trompe-l'oeil ?

Tout ce qui figure entre guillemets est extrait du questionnaire et de son introduction.

Le Centre Hospitalier Michel Mazeas a lancé une enquête «citoyenne» pour contribuer à la «rédaction de son nouveau Projet d'Etablissement, un document qui va déterminer le programme précis d'amélioration (...)sur les cinq années à venir ». Cette enquête est pour le Comité des Usagers de l'Hôpital de Douarnenez un véritable trompe-l'oeil, une façon de faire croire qu'une démocratie sanitaire existerait.

Une seule question sur la personne qui répond au questionnaire, avec une seule réponse possible. On ne peut donc pas être résident en EHPAD et avoir été pris en charge à l'hôpital dans l'année passée, situation pourtant fort probable. Avec cette question on ne peut pas être femme ou homme, jeune ou vieux, ni en situation de handicap, ni atteint d'une pathologie chronique... En somme, avec la lacune méthodologique de la première question on ne saura jamais qui a répondu au questionnaire et comment l'interpréter et il sera même impossible de dire si les répondants sont représentatifs ou non des « habitants du bassin de vie ».

Les bras nous sont tombés quand nous avons vu qu'il est possible de cocher 12 réponses concomitantes parmi les «prestations (qui) correspondraient le plus à (nos) besoins » : par exemple «Douceurs et viennoiseries » et « Esthétique » et « Chocolats »... Sont distingués douceurs et viennoiseries d'un côté, du chocolat de l'autre ; cela alors qu'aucune proposition n'est suggérée dans la question sur « l'offre de soins, absente aujourd'hui (...dont nous souhaiterions) pouvoir disposer ». Pourquoi ne pas avoir une liste de 12 spécialités médicales quand il est question de l'offre de soins manquante ? Ainsi, pour les rédacteurs du questionnaire le chocolat est à l'hôpital un « besoin », la chirurgie viscérale quelque chose dont on « souhaiter(ait) pouvoir disposer ».

Sur seulement 10 questions, il y en a 4 qui ne sont que de sous-questions permettant de préciser une réponse à l'une des 6 autres. Il n'y a donc que 6 questions posées pour « construire (un) plan de progression sur les 5 années à venir » !

Pour une enquête qui cherche à « connaître (nos) besoins, (nos) préoccupations, les problèmes que (nous avons) rencontrés, les solutions que (nous imaginons) et qui doit jouer un rôle essentiel », elle est donc bien mal armée. Nous sommes donc bien obligés de nous nous demander à quoi elle pourra servir. En tout cas, les prestations proposées correspondent étrangement à celles vendues par la société Happytal, qui doit être implantée au Centre Hospitalier de Douarnenez. Mais cela n'est pas annoncé dans le questionnaire et les réponses recueillies risquent fort d'être utilisées pour justifier l'implantation d'Happytal. Cela donne la désagréable impression d'être manipulé.

Et quant à Happytal, elle vend des prestations aux patients hospitalisés et s'occupe de la réservation de chambres individuelles payantes (sauf pour raison médicale). Ainsi donc, ceux qui en ont les

moyens pourront s'offrir des prestations, et les autres regarderont, et pourront en payant bénéficier d'une chambre individuelle, alors que toutes les personnes hospitalisées devraient pouvoir en bénéficier gratuitement. Ces différences sont inacceptables dans la cadre d'un service public.

L'implantation d'Happytal à l'Hôpital de Douarnenez, ou dans les autres hôpitaux publics est un détournement de l'offre publique de soins par une société privée. Il intervient après les partenariats public-privé, l'« externalisation » de services hospitaliers livrés à des sociétés privées, la location de matériels utilisés par les patients et/ou par les soignants... Mais ce qui est nouveau, c'est qu'il va y avoir maintenant un démarchage auprès des patients (et aussi des soignants), par des salariés d'une société privée, à l'intérieur de l'Hôpital, démarchage qui risque d'entraîner d'éventuels abus ou actes frauduleux, auprès des personnes fragilisées par la maladie. Après une politique qui fait de la santé une marchandise, voici que l'on transforme les personnes hospitalisées en source de profit, sous couvert de bonnes intentions. Pour le Comité des Usagers de l'Hôpital de Douarnenez, cela est inacceptable.

Et pendant ce temps-là, la ligne de SMUR n'est toujours pas présente à l'Hôpital de Douarnenez en période nocturne. L'Hôpital manque d'infirmier(e)s, de médecins dans certaines spécialités existantes, ou de certaines spécialités. Le Comité des Usagers de l'Hôpital de Douarnenez demande que le « plan de progression » de l'Hôpital se consacre entièrement et véritablement au maintien et au développement de l'offre de soins, en partant des besoins de la population, avec les moyens humains et matériels nécessaires pour y répondre.

Nous restons prêts cependant à travailler avec la direction du Centre Hospitalier Michel Mazeas à l'élaboration d'un questionnaire sur « un plan de progression » visant au développement de l'offre de soins et à la satisfaction des besoins de la population du bassin de vie desservi par le Centre Hospitalier de Douarnenez.

Pour le Comité des Usagers de l'Hôpital de Douarnenez,
Yves Jardin (02.98.92.30.63)